

La rénovation des cours d'écoles, porte d'entrée des collectivités pour faire émerger une ville plus durable

Paris, Rennes, Lille, Grenoble ou encore Montpellier et Bordeaux... De nombreuses collectivités ont engagé des travaux de rénovation de leurs cours d'écoles, avec pour objectif de les végétaliser et de les désimperméabiliser pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. Des aménagements qui ont un impact pour les écoliers mais aussi à l'échelle plus large de la ville, fait-on valoir à Rennes. Ces transformations sont aussi souvent l'occasion de créer des espaces non-genrés et d'associer les enfants à la concertation, en leur donnant ainsi une place dans la construction de la ville.



En rénovant ses cours d'école, la ville de Rennes veut les rendre "plus adaptées au changement climatique mais aussi plus égalitaires" Droits réservés - DR - Arnaud Loubry – Rennes Ville et Métropole.

Finies les cours d'école goudronnées, "qui ressemblent à des parkings en bitume, brûlantes en été et trop réservées aux pratiques des garçons", ainsi que les décrivait Éric Piolle, maire EELV de Grenoble, début juillet ? Les collectivités locales semblent en tout cas vouloir les faire disparaître au profit d'espaces végétalisés, désimperméabilisés et plus égalitaires. À Grenoble, la cour de l'école Clémenceau, qui s'étend sur 5 000 m², a fait l'objet de travaux de rénovation cet été. "Il fallait refaire la cour, notamment parce que les racines d'arbres, en créant des trous et des bosses sur le bitume, entraînaient des chutes", explique à AEF info Christine Garnier, adjointe au maire en charge des écoles.

Le revêtement aurait pu être refait à l'identique mais la municipalité a cherché à "savoir quoi faire de mieux, qui soit plus agréable et plus diversifié, et qui puisse constituer un îlot de fraîcheur", poursuit-elle. Une réflexion globale sur l'eau a également été conduite, pour faire

en sorte "d'éviter d'envoyer les eaux pluviales dans les réseaux". Résultat, 1 500 m² ont été désimperméabilisés, le bitume étant remplacé par des matières perméables, telles que sablés, pavage, copeaux de bois et pelouses et un "jardin de pluie" a été créé. Pour renforcer la place de la nature dans la cour, la ville doit planter 26 arbres cet automne. Le budget des travaux s'élève à 454 000 euros, indique la mairie, précisant bénéficier d'un soutien, à hauteur de 48 %, de l'Agence de l'eau, au titre d'un appel à projet spécifique sur les cours d'école.

"Cela s'inscrit dans une stratégie plus globale, en lien avec le PLUI de la métropole, approuvé en décembre 2019 et qui prévoit des obligations importantes en matière de pleine terre et de protection des surfaces végétalisées", mais aussi dans une réflexion plus globale sur la place de la nature en ville, qui nous conduit à développer des espaces de nature de toute sorte dès que c'est possible", fait valoir Christine Garnier. Les cours constituent une surface importante pour le territoire grenoblois, qui compte 79 écoles.

Des propositions plus légitimes

Si la ville de Rennes réaménage tous les ans deux cours, cette année "un focus a été fait, au sein de la municipalité, sur trois éléments importants : la création d'espaces non-genrés, la lutte contre les îlots de chaleur et la reperméabilisation des sols", souligne Bruno Laperche à AEF info. "À nous d'intégrer ces objectifs dans le projet", poursuit le responsable maîtrise d'œuvre à la direction jardins et biodiversité. "Ce sont des choses qu'on avait déjà en tête, mais la spécificité cette année c'est que ces objectifs ont été affichés comme tels, ce qui nous a permis d'avoir une légitimité dans nos propositions vis-à-vis des équipes pédagogiques", précise-t-il, mentionnant également les moyens mis en œuvre par la municipalité (le coût des travaux est de 190 000 euros pour Ille et 140 000 euros pour Champion-de-Cicé).

Ce sont donc deux cours rénovées et végétalisées qui ont accueilli les élèves de ces écoles en cette rentrée 2020 : arbres, arbustes, buissons et petites haies ont été plantés et un revêtement clair drainant remplace le bitume sombre, permettant désormais "d'infiltrer doucement les eaux pluviales dans les sols plutôt que d'être rapidement évacuées dans les réseaux d'eau de pluie", indique la ville. Le choix d'un revêtement clair permet en outre de lutter plus facile contre les îlots de chaleur.

Pour Bruno Laperche, ces cours représentent pour les collectivités des "espaces stratégiques dans la mise en œuvre de politiques" de végétalisation : "d'abord parce que ce sont des espaces sensibles puisqu'accueillant des enfants mais aussi parce qu'il s'agit de foncier que nous maîtrisons. Nous pouvons donc maîtriser intégralement le réaménagement, c'est beaucoup plus facile que sur du foncier privé", pour lequel la collectivité peut seulement mener une politique basée sur l'incitation, explique-t-il. Il met en avant "l'impact à court terme" de la rénovation des cours, "sur la vie de d'école, mais aussi à l'échelle de la ville", puisqu'elle contribue à augmenter les espaces verts et ainsi rafraîchir le territoire.

"La ville aura un visage différent"

C'est également dans une logique de "maillage" que se place la ville de Paris avec ses cours Oasis. Ce programme de rénovation des cours d'écoles et de collèges, amorcé avec l'adoption de la stratégie de résilience en 2017, est "le premier jalon d'une révolution de l'aménagement de notre ville", indiquait le 23 septembre Célia Blauel, adjointe à la maire en charge de la Seine, de la prospective Paris 2030 et de la résilience ([lire sur AEF info](#)). "Le jour où on aura

transformé les 660 cours d'école, la ville aura un visage différent", anticipe-t-elle. Dans la capitale, ces espaces représentent 70 hectares, répartis de façon homogène sur le territoire.

Mais ils sont "encore principalement asphaltés et imperméables aujourd'hui", participant "massivement à l'effet d'îlot de chaleur urbain", rappelle la mairie, qui souhaite, comme Grenoble, Rennes ou d'autres villes, en faire "des espaces plus naturels, davantage de végétation, une meilleure gestion de l'eau de pluie et des points d'eau, des aménagements plus ludiques et adaptés aux besoins des enfants, des coins calmes et une meilleure répartition de l'espace".

Une fois rénovées et devenues des îlots de fraîcheur, les cours devraient pouvoir accueillir d'autres publics que le public scolaire en dehors des temps éducatifs, un potentiel non-négligeable pour des métropoles souvent en manque d'espaces verts. À Paris, l'exécutif envisage aussi d'en faire "des 'refuges' pour les personnes vulnérables durant les vagues de chaleur", de plus en plus récurrentes.

Les filles en périphérie

Mais la lutte contre les effets du changement climatique n'est pas la seule ambition de ces cours d'écoles nouvelle génération. Dans la plupart des projets, la rénovation a été l'occasion de remettre en question les usages de la cour, dans un processus de co-construction avec les enfants et le personnel éducatif. "Dans les cours d'écoles, on a souvent un espace ballon qui occupe 80 % de la surface. Or le foot est en général pratiqué par les garçons", résume Christine Garnier, élue à Grenoble. Résultat, les filles – et les garçons qui ne souhaitent pas jouer au foot –, se retrouvent en périphérie, poursuit l'élue.

Une problématique également identifiée par la ville de Lille, qui fait appel depuis 2018 à l'association Récréations urbaines. "Notre rôle est d'impliquer les enfants des écoles dans l'aménagement du projet ainsi que l'équipe enseignante et périscolaire, car ce sont eux qui pratiquent la cour", explique à AEF info Clémentine Delval, cheffe de projet médiation et communication de l'association et architecte de formation.

La première étape est de faire un diagnostic de ce qu'il s'y passe : dans une école lilloise, un questionnaire rempli par les élèves a mis en lumière le sentiment que "toute la cour était occupée par le foot et que beaucoup avaient peur de se prendre un ballon", relate-t-elle. "Faire remonter les besoins de chacun permet de faire prendre conscience qu'ils ne sont pas les mêmes pour tous" et de réfléchir à un meilleur partage de l'espace, répondant davantage aux attentes des élèves. Impliquer les usagers rend aussi le projet plus facilement acceptable, souligne-t-elle.

"La ville à hauteur d'enfant"

À Grenoble, une concertation avec les enfants mais aussi les enseignants et les parents délégués, accompagnée par le bureau d'études Robin des villes, a précédé le réaménagement de la cour de l'école Clémenceau. "Nous allons travailler sur les nouveaux usages de ces espaces", avec l'intervention d'Édith Maruéjols, spécialiste de la géographie du genre, sur les enjeux d'égalité fille-garçon, indique Christine Garnier.

"L'idée n'est pas de supprimer les jeux de ballon, mais que tout le monde puisse occuper une place égalitaire, sans se sentir exclu", assure pour sa part Bruno Laperche de Rennes, selon qui "les nouveaux aménagements vont en partie répondre à cette problématique" puisque l'espace

ballon a installé, conformément aux choix de l'équipe pédagogique, à la marge. "Notre démarche a été de dire que les espaces végétaux font partie intégrante des espaces de jeux : nous avons créé des petits passages, des alcôves pour y entrer, avec derrière la volonté que les enfants s'approprient ces espaces", ajoute-t-il.

Ce processus de co-construction et de concertation avec les élèves contribue pour Clémentine Delval à "leur donner une place, à les considérer déjà comme des citoyens, qui ont déjà leur mot à dire" : "on les implique pour qu'ils puissent donner leur avis, et exprimer leurs besoins. De cette façon, on aiguise leur regard sur la ville", affirme-t-elle. Une dimension importante pour Récréations urbaines qui prône "la ville à hauteur d'enfants" : "si on rend la ville accessible aux enfants, on la rend accessible à tous", fait-elle valoir.

Par [Emilie Buono](#)
Publiée le 05/10/2020 à 11h15
Dépêche n° 636928